

LA NUOVA GIURISPRUDENZA CIVILE COMMENTATA

RIVISTA MENSILE
ANNO XXXIII
a cura di
GUIDO ALPA E PAOLO ZATTI

*La Rivista contribuisce a sostenere la ricerca
giusprivatistica nell'Università di Padova*

9/2017

 edicolaprofessionale.com/NGCC

La tutela della persona tra libertà di informazione e diritto alla vita privata

di Francesca Rotolo



n. 3, legge assegno, in *Banca, borsa, tit. cred.*, 1957, 445; DE SEMO, *Diritto cambiario*, Giuffrè, 1953, 679; GRECO, *Corso di diritto bancario*, Cedam, 1936, 218; GUALTIERI, *I titoli di credito*, Utet, 1958, 300 ss.; LAURINI, *I titoli di credito*, Giuffrè, 2009, 450; MICHELI-DE MARCHI, voce "Assegno bancario", in *Enc. del dir.*, III, Giuffrè, 1958, 316; MUSSO, *L'assegno bancario in bianco*, in *Banca, borsa, tit. cred.*, 1952, 45; NAVARRINI-PROVINCIALI, *Cambiale e assegno bancario*, Roma: edizioni dell'Ateneo, 1959, 381; PIERI, *L'assegno*, Utet, 1998, 106; SEGRETO-CARRARO, *L'assegno*, Giuffrè, 2012, 100 ss.; SANTINI, *Invalità dell'assegno bancario in bianco*, in *Riv. trim. dir. proc. civ.*, 1949, 963.

In senso contrario, per l'opinione secondo cui la sussistenza dei requisiti essenziali sarebbe richiesta solo al momento del pagamento: ANGELONI, *Il patto di*

riempimento dell'assegno bancario in bianco, in *Banca, borsa, tit. cred.*, 1950, 232; ID., *Efficacia di titolo esecutivo dell'assegno bancario emesso in bianco*, in *Riv. trim. dir. proc. civ.*, 1949, 989; MARTORANO, *Lineamenti generali dei titoli di credito e titoli cambiari*, Giappichelli, 1979, 500; MOLLE, *I titoli di credito cambiari*, Giuffrè, 1972, 150 ss.; OPPO, *Formazione e nullità dell'assegno bancario*, in *Riv. dir. comm.*, 1963, I, 153; ID., *Titoli incompleti e titoli in bianco*, *ivi*, 1951, I, 12; PELLIZZI, *L'assegno bancario*, Cedam, 1964, 281; ROVELLI, *Sul diritto di riempimento dell'assegno bancario in bianco*, in *Banca, borsa, tit. cred.*, 1952, 225; TEDESCHI, voce "Assegno bancario, assegno circolare e gli assegni speciali", nel *Digesto IV ed.*, *Disc. priv.*, sez. comm., I, Utet, 1987, 264 ss.

Personalità (diritti della)

CORTE EUR. DIR. UOMO, III sez., 21.2.2017, ric. 20996/10 – JÄDERBLOM *Présidente* – RUBIO DOSAMENTES (avv. Saavendra Fernández) – Espagne (avv. de A. Sanz Guandasegui)

PERSONALITÀ (DIRITTI DELLA) – DIRITTO ALLA PROTEZIONE DELLA VITA PRIVATA E FAMILIARE – LIBERTÀ D'ESPRESSIONE – LIBERTÀ DI STAMPA – BILANCIAMENTO TRA ART. 8 E ART. 10 CONV. EUR. DIR. UOMO – INTERESSE PUBBLICO – MARGINE DI APPREZZAMENTO DEGLI STATI CONTRAENTI – OBBLIGHI POSITIVI DEGLI STATI (Conv. eur. dir. uomo, artt. 8 e 10)

Violano l'art. 8 della Conv. eur. dir. uomo le decisioni delle Corti interne che hanno escluso la lesione del diritto alla vita privata della ricorrente, cantante messicana di notorietà internazionale, per effetto della pubblicazione di notizie concernenti la sfera della sua intimità. Sebbene la riservatezza delle persone note si giovi di una tutela meno intensa, questa deve estendersi ai comportamenti nell'ambito familiare, e avrebbe perciò richiesto la distinzione e il corretto bilanciamento tra le notizie attinenti alla sfera strettamente privata della ricorrente e quelle di interesse pubblico.

dal testo:

PROCÉDURE

1. À l'origine de l'affaire se trouve une requête (no 20996/10) dirigée contre le Royaume d'Espagne et dont une ressortissante mexicaine, Mme Paulina Rubio Dosamantes («la requérante»), a saisi la Cour le 8 avril 2010 en vertu de l'article 34 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales («la Convention»).
(Omissis)

EN FAIT

I. LES CIRCONSTANCES DE L'ESPÈCE

4. La requérante est née en 1971. Elle est une chanteuse très connue en Espagne sous le nom de Paulina Rubio.

5. Dans le cadre de trois émissions de télévision, F.B., l'ancien manager de la requérante, fut interviewé par d'autres invités sur divers aspects de la vie privée de la chanteuse.
(Omissis)

6. En mai 2005, la requérante forma, sur le fondement de

l'article 249 § 1, alinéa 2, du code de procédure civile, une action civile tendant à la protection de son droit à l'honneur et à la vie privée contre certaines personnes physiques, dont F.B., son ancien manager, des présentateurs ou des collaborateurs de programmes «à sensation», ainsi que des personnes morales, dont des sociétés de production de programmes télévisés et les chaînes de télévision elles-mêmes (Cuarzo Producciones, Atlas España et Gestevisión Telecinco, Gestmusic Endemol S.A.), en raison du contenu de certaines émissions diffusées en avril et en mai 2005. Elle estimait que certains des commentaires faits dans ces émissions par les défendeurs avaient porté atteinte à ses droits fondamentaux. Elle affirmait enfin que F.B. avait participé, moyennant paiement, à deux de ces émissions pour répondre à des questions concernant sa vie privée à elle et gagner en notoriété. Une vidéo contenant les déclarations de F.B. fut également diffusée dans une autre émission et commentée par le présentateur de celle-ci.

7. Par un jugement du 19 février 2007, le juge de première instance no 1 de Madrid débouta la requérante.
(Omissis)

10. Soutenant que les déclarations des défendeurs dans les

émissions de télévision en cause avaient porté atteinte à son droit à l'honneur et au respect de sa vie privée, la requérante fit appel.

Par un arrêt du 29 octobre 2007, l'*Audiencia provincial* de Madrid confirma le jugement attaqué.

(*Omissis*)

11. Par une décision du 12 mai 2009, le Tribunal suprême déclara irrecevable le pourvoi en cassation formé par la requérante.

12. La requérante forma alors un recours d'*amparo* devant le Tribunal constitutionnel sur le fondement des articles 24 § 1 (droit à l'équité de la procédure) et 18 (droit à l'honneur et à la vie privée et familiale, notamment) de la Constitution. Par une décision du 5 octobre 2009, notifiée le 8 octobre 2009, la haute juridiction déclara elle aussi le recours irrecevable.

(*Omissis*)

EN DROIT

I. SUR LA VIOLATION ALLÉGUÉE DE L'ARTICLE 8 DE LA CONVENTION

15. La requérante estime que les commentaires qui auraient été faits à son endroit dans le cadre de diverses émissions télévisées ont porté atteinte à son droit à l'honneur et au respect de sa vie privée. Elle précise que ces commentaires portaient sur:

a) son orientation sexuelle, et qu'ils se faisaient l'écho, sur un mode ironique et burlesque, de rumeurs quant à son homosexualité ou sa bisexualité présumées;

b) une interruption volontaire de sa grossesse pour des motifs professionnels;

c) le rôle qu'elle aurait joué dans la consommation de stupéfiants par son compagnon de l'époque, et

d) les mauvais traitements ainsi que les humiliations qu'elle aurait infligés à celui-ci.

La requérante dénonce une violation de l'article 8 de la Convention.

(*Omissis*)

B. Sur le fond

1. Les arguments des parties

a) Le Gouvernement

19. Le Gouvernement indique que l'article 8 de la Convention contient, outre l'obligation pour l'État de s'abstenir d'ingérences arbitraires dans la vie privée, l'obligation positive de mettre en oeuvre toutes les mesures nécessaires pour garantir le droit au respect de la vie privée. Il ajoute que ce droit peut se heurter à celui qui garantit la liberté d'expression (article 10 de la Convention) et qu'il faut dès lors préserver l'équilibre entre les intérêts concurrents. Il précise enfin que l'État dispose d'une marge d'appréciation et que le droit à la liberté d'expression comprend expressément le champ de la presse.

(*Omissis*)

b) La requérante

24. La requérante soutient, quant à elle, que la sexualité est un aspect de la vie privée des individus et que les commentaires qui auraient été faits à son insu dans les émissions de télévision en cause avaient pour seul dessein de salir son honneur et son image. Elle estime que sa qualité de personne publique connue pour ses activités artistiques ne justifie

pas ce type de commentaires et que ceux-ci ne sont en rien de nature à contribuer à un débat public d'intérêt général. Elle dénonce le caractère critique et burlesque des commentaires en question relativement à des aspects de sa sexualité et de sa relation avec R.B. Elle distingue « l'intérêt public » et « l'intérêt du public », synonyme selon elle de « curiosité du public réclamant satisfaction », et elle est d'avis qu'un prétendu « droit aux commérages » ne peut justifier ce qu'elle considère comme une ingérence dans sa vie privée.

La requérante argue ensuite que les commentaires faits dans le cadre des émissions télévisées ne sont pas tirés de déclarations qu'elle aurait elle-même faites lors d'entretiens qu'elle aurait accordés, mais qu'ils constituent des informations non vérifiées et qu'ils reprennent des déclarations de F.B., son ancien manager, basées sur des rumeurs ayant cours en Amérique latine et diffusées sans son consentement.

(*Omissis*)

2. L'appréciation de la Cour

a) Principes généraux relatifs à la protection de la vie privée et à la liberté d'expression

26. La Cour rappelle que la notion de vie privée est une notion large, qui comprend des éléments se rapportant à l'identité d'une personne, tels que son nom, son image et son intégrité physique et morale. Il existe une zone d'interaction entre l'individu et des tiers qui, même dans un contexte public, peut relever de la vie privée.

(*Omissis*)

Dans certaines circonstances, une personne, même connue du public, peut se prévaloir d'une « espérance légitime » de protection et de respect de sa vie privée

(*Omissis*)

28. Le choix des mesures propres à garantir le respect de l'article 8 de la Convention dans les rapports interindividuels relève en principe de la marge d'appréciation des États contractants, que les obligations à la charge de l'État soient positives ou négatives. De même, sur le terrain de l'article 10 de la Convention, les États contractants disposent d'une certaine marge d'appréciation pour juger de la nécessité et de l'ampleur d'une ingérence dans la liberté d'expression protégée par cette disposition (*Von Hannover (no 2)* [GC], précité, § 104).

29. Toutefois, cette marge va de pair avec un contrôle européen portant à la fois sur la loi et sur les décisions qui l'appliquent, même quand celles-ci émanent d'une juridiction indépendante. Dans l'exercice de son pouvoir de contrôle, la Cour n'a pas pour tâche de se substituer aux juridictions nationales, mais il lui incombe cependant de vérifier, à la lumière de l'ensemble de l'affaire, si les décisions que celles-ci ont rendues en vertu de leur pouvoir d'appréciation se concilient avec les dispositions invoquées de la Convention (*ibidem*, § 105, avec les références citées, *Polanco Torres et Movilla Polanco c. Espagne*, no 34147/06, § 41, 21 septembre 2010).

30. Dans les affaires qui nécessitent une mise en balance entre le droit au respect de la vie privée et le droit à la liberté d'expression, la Cour considère que l'issue de la requête ne saurait en principe varier selon que l'affaire a été portée devant elle, sous l'angle de l'article 8 de la Convention, par la personne faisant l'objet du reportage ou, sous l'angle de l'article 10, par l'éditeur qui l'a publié. En effet, ces droits méritent *a priori* un égal respect. Dès lors, la marge

d'appréciation devrait en principe être la même dans les deux cas (*Couderc et Hachette Filipacchi Associés c. France* [GC], no 40454/07, § 91, CEDH 2015 (extraits)).

31. Selon la jurisprudence constante de la Cour, la condition de « nécessité dans une société démocratique » commande de déterminer si l'ingérence litigieuse correspondait à un besoin social impérieux, si elle était proportionnée au but légitime poursuivi, et si les motifs fournis par les autorités nationales pour la justifier sont pertinents et suffisants (*Omissis*)

32. La Cour a déjà eu l'occasion d'énoncer les principes pertinents qui doivent guider son appréciation dans ce domaine. Elle a ainsi posé un certain nombre de critères dans le contexte de la mise en balance des droits en présence (*Von Hannover (no 2)*, précité, §§ 109-113) : la contribution à un débat d'intérêt général, la notoriété de la personne visée et l'objet du reportage, le comportement antérieur de la personne concernée, le contenu, la forme et les répercussions de la publication, ainsi que, le cas échéant, les circonstances de l'espèce (*Couderc et Hachette Filipacchi Associés* [GC], précité, § 93). La Cour estime que les critères ainsi définis peuvent être transposés à la présente affaire.

b) Application de ces principes en l'espèce

(*Omissis*)

i. *Quant à la contribution des émissions de télévision à un débat d'intérêt général et la notoriété de la personne y visée*

34. La Cour note que, s'il existe un droit du public à être informé des publications ou des émissions de télévision ayant pour seul objet de satisfaire la curiosité d'un certain public à l'égard de détails de la vie privée d'une personne, quelle que soit la notoriété de celle-ci, en s'immisçant dans son intimité, celles-ci ne sauraient passer pour contribuer à un quelconque débat d'intérêt général pour la société (voir, *mutatis mutandis*, *Campmany y Diez de Revenga et López-GaliachoPerona c. Espagne* (déc.), no 54224/00, 12 décembre 2000, et *MGN Limited c. Royaume-Uni*, no 39401/04, § 143, 18 janvier 2011), à supposer même que cette personne ait une certaine notoriété sociale (*Von Hannover*, précité, § 65). La Cour réaffirme à cet égard que l'intérêt général ne saurait être réduit aux attentes d'un public friand de détails quant à la vie privée d'autrui, ni au goût des lecteurs pour le sensationnel, voire pour le voyeurisme (*Couderc et Hachette Filipacchi Associés* [GC], précité, § 101). Elle rappelle que le caractère public ou notoire d'une personne influe sur la protection dont sa vie privée peut bénéficier. Elle relève toutefois qu'il ne s'agit pas, en l'espèce, d'une personne publique investie de fonctions officielles, donc le droit à préserver le secret de sa vie privée est en principe plus large (*Lingens c. Autriche*, 8 juillet 1986, § 42, série A no 103).

35. La Cour observe que les juridictions internes ne se sont pas penchées sur ces questions en tant que telles et qu'elles se sont bornées à considérer que la requérante était une personne bien connue du public. Elle note que le fait que la requérante, chanteuse de profession, est connue du public espagnol en tant qu'artiste n'implique pas nécessairement que ses activités ou ses comportements dans la sphère privée puissent être considérés comme relevant de l'intérêt public. Elle note que les émissions basées sur des aspects strictement privés de la vie de la requérante ne comportaient pas la composante essentielle de l'intérêt public à même de légitimer la divulgation de ces informations, et

ce malgré la notoriété sociale de l'intéressée, le public n'ayant pas un intérêt légitime à connaître certains détails intimes de la vie de celle-ci. Force est de constater que les invités des émissions litigieuses ont abordé et commenté exclusivement des détails - salaces aux yeux d'un certain type de public - de la vie privée de l'intéressée (voir, *mutatis mutandis*, *Julio Bou Gibert et El Hogar y La Moda S.A.*, no 4929/02 (déc.), 13 mai 2003). Même si cet intérêt du public existe bel et bien, tout comme il existe pour les chaînes télévisées émettant ce type de programme « à sensation » un intérêt commercial, en l'espèce ces intérêts doivent l'un et l'autre s'effacer devant le droit de la requérante à la protection effective de sa vie privée.

ii. *Quant au comportement antérieur de la personne concernée*

36. Pour ce qui est du comportement de la requérante avant la diffusion des émissions télévisées litigieuses, la Cour rappelle que les informations portées à la connaissance du public par l'intéressé lui-même cessent d'être secrètes et deviennent librement disponibles (*Hachette Filipacchi Associés* (ICI PARIS), précité, § 52), affaiblissant le degré de protection à laquelle ce dernier pouvait prétendre au titre de sa vie privée. Toutefois, toute tolérance réelle ou supposée d'un individu vis-à-vis de publications portant sur sa vie privée n'est pas de nature à le priver nécessairement de son droit à la protection de celle-ci (*Couderc et Hachette Filipacchi Associés* [GC], précité, § 130, et *Lillo-Stenberg et Sæther c. Norvège*, no 13258/09, § 38, 16 janvier 2014) dans le cadre, comme en l'espèce, des émissions de télévision mises en cause.

37. La Cour observe qu'en l'espèce, selon le juge de première instance, la question des goûts sexuels de la requérante n'appartenait plus à la sphère de sa vie privée bien avant la diffusion des émissions de télévision litigieuses et les intervenants dans lesdites émissions s'étaient bornés à faire état de l'existence de rumeurs ayant cours depuis longtemps en Amérique latine. Le juge a également considéré que la relation sentimentale que la requérante entretenait avec R.B. était entrée depuis longtemps dans la sphère publique dès lors que celle-ci en parlait ouvertement. Les propos tenus par les défendeurs dans les trois émissions de télévision en cause n'avaient pas violé, selon le jugement de première instance, le droit de la requérante au respect de sa vie privée, dans la mesure où ils auraient porté sur des aspects de sa vie qui étaient entrés dans la sphère publique et dans l'opinion publique, et où la requérante n'aurait fait montre d'aucun mécontentement à cet égard.

38. La Cour éprouve des difficultés à suivre le raisonnement du juge de première instance quant à l'existence des rumeurs mentionnées. Elle note que les documents produits par le Gouvernement, qui auraient aussi été portés à la connaissance des juridictions internes par les parties défenderesses, font état de rumeurs concernant la requérante et se réfèrent à des propos de tiers à son sujet. Elle observe qu'il s'agit, en tout état de cause, d'affirmations reprises par une pléthore de médias, espagnols et surtout latino-américains, qui se sont fait l'écho des commentaires ou des opinions d'une pléthore de tiers sur la vie privée de la requérante.

39. Eu égard à ce qui précède, la Cour estime que le fait pour la requérante d'avoir profité de l'attention de la presse, comme le soutient le Gouvernement, ne saurait donner carte blanche aux chaînes de télévision en cause pour enle-

ver toute protection à l'intéressée contre des commentaires incontrôlés sur sa vie privée.

iii. *Quant au contenu, à la forme et aux répercussions des émissions de télévision litigieuses*

(*Omissis*)

41. La Cour rappelle que, dès lors qu'est en cause une information ou des commentaires mettant en jeu la vie privée d'autrui, il incombe aux journalistes – ou à tout intervenant dans des émissions télévisées telles celles de l'espèce – de prendre en compte, dans la mesure du possible, l'impact des informations et des images à publier, avant leur diffusion. En particulier, certains événements de la vie privée et familiale font l'objet d'une protection particulièrement attentive au regard de l'article 8 de la Convention et doivent donc conduire les journalistes à faire preuve de prudence et de précaution lors de leur traitement (*Editions Plon c. France*, no 58148/00, §§ 47 et 53, CEDH 2004-IV). Au demeurant, le fait de répandre de façon indiscriminée des rumeurs non vérifiées et de faire des commentaires, sans contrôle ni limite, sur n'importe quel sujet relatif à la vie privée d'autrui ne devrait pas être vu comme anodin.

(*Omissis*)

43. La Cour observe que, dans son jugement, le juge a affirmé que l'homosexualité d'une personne ne devait plus aujourd'hui être vue comme «deshonorante». Ce magistrat n'a toutefois pas examiné la question de savoir si le fait que des tiers s'expriment ouvertement sur ces aspects de la vie privée de la requérante, dans trois émissions de télévision auxquelles elle n'avait pas été invitée, auxquelles elle n'était pas présente et pour lesquelles elle n'avait pas donné son consentement, avait ou non porté atteinte à la vie privée de la requérante et était ou non protégé par le droit à la liberté d'expression des défenseurs.

44. S'agissant des propos relatifs à la prétendue incitation de la requérante à la consommation de stupéfiants par R.B., la Cour relève que le juge de première instance a noté qu'ils n'avaient été tenus que dans l'une des émissions en cause, et qu'il n'avait pas été suggéré que la requérante eût initié R.B. à la consommation des stupéfiants ou qu'elle lui en eût fourni, mais seulement que leur relation sentimentale orageuse avait pu pousser R.B. à consommer des stupéfiants. Selon le juge de première instance, cela avait porté atteinte au droit à la vie privée non pas de la requérante, mais de R.B. La Cour estime toutefois qu'aucune attention n'a été prêtée au fait que des tiers – les personnes intervenues dans ces émissions – s'étaient permis de questionner le caractère orageux ou non de la relation de la requérante avec son ex-compagnon ni aux libertés qu'ils avaient prises dans leurs propos.

45. Enfin, s'agissant des déclarations relatives à l'existence

de mauvais traitements que la requérante aurait infligés à R.B., la Cour observe que, selon le juge de première instance, C., V., Ca. et F.B. s'étaient bornés à répondre par l'affirmative à des questions posées par des tiers et à exprimer leur point de vue sur une relation sentimentale qui, loin de rester dans la sphère intime de la requérante, aurait fait depuis longtemps son entrée dans la sphère publique, et ce avec l'assentiment de cette dernière.

46. La Cour relève que, bien que l'affaire ait été réexaminée en appel et en cassation ainsi que dans le cadre d'un recours d'*amparo* devant le Tribunal constitutionnel, les juridictions internes se sont bornées à constater que la prétendue homosexualité, voire la bisexualité, de la requérante n'était pas déshonorante en soi, qu'il n'avait pas été suggéré que la requérante eût incité R.B. à consommer des stupéfiants, mais seulement que leur relation sentimentale orageuse avait pu être à l'origine de la prise de stupéfiants par ce dernier, et que la requérante n'avait pas elle-même démenti certaines rumeurs circulant dans l'opinion publique relativement à sa vie privée. La Cour considère que, grâce à leurs contacts directs et constants avec les réalités du pays, les cours et tribunaux internes se trouvent certes souvent mieux placés que le juge international pour apprécier l'intention des auteurs des commentaires et le but des programmes télévisés ainsi que les réactions potentielles du public aux commentaires en question. Elle observe toutefois qu'aucune réflexion de la sorte ne figurait dans les arrêts rendus en l'espèce, les juridictions nationales n'ayant aucunement procédé à une mise en balance circonstanciée des droits en litige pour apprécier si la «nécessité» de la restriction imposée au droit à la vie privée de la requérante était établie de manière convaincante. Les juridictions en question se sont en effet bornées à considérer que les commentaires en cause ne constituaient pas une atteinte à l'honneur de la requérante. Force est de constater qu'elles n'ont pas examiné les critères à prendre en compte en vue d'une juste appréciation du droit au respect de la liberté d'expression et du droit à la vie privée d'autrui.

47. Enfin, la Cour estime que les motifs définis par les juridictions internes n'étaient pas suffisants pour protéger la vie privée de la requérante et que cette dernière aurait dû bénéficier dans les circonstances de la cause d'une « espérance légitime » de protection de sa vie privée.

48. Dans ces conditions, eu égard à la marge d'appréciation dont les juridictions nationales disposent en la matière lorsqu'elles mettent en balance des intérêts divergents, la Cour conclut que celles-ci ont manqué à leurs obligations positives au titre de l'article 8 de la Convention. Partant, il y a eu violation de cette disposition. (*Omissis*)

«La tutela della persona tra libertà di informazione e diritto alla vita privata»

di Francesca Rotolo*

Nella sentenza in commento, la Corte europea dei diritti dell'uomo affronta ancora una volta il problema del bilanciamento tra libertà d'espressione e tutela della vita privata e familiare, di cui agli artt. 8 e 10 della Conv. eur. dir. uomo, e della conseguente individuazione dei concreti obblighi positivi spettanti ai singoli Stati aderenti alla Convenzione a garanzia dell'*effettiva* tutela di tali diritti. La Corte - nel ribadire il suo ruolo di garante dei diritti fondamentali sanciti dalla Convenzione nel rispetto del margine di apprezzamento riconosciuto in capo a ciascuno Stato membro - ha ravvisato una violazione da parte dello Stato spagnolo dell'obbligo positivo di protezione *ex art. 8* Conv. eur. dir. uomo, poiché lo stesso non ha proceduto, tramite le sue giurisdizioni interne, ad una *valutazione circostanziata* di tutti gli elementi del caso concreto, limitandosi, invece, a ravvisare la prevalenza della libertà d'espressione rispetto alle esigenze di tutela della vita privata della ricorrente per il solo fatto che la stessa fosse un personaggio noto.

I. Il caso

La Corte eur. dir. uomo, con la sentenza in commento, si è pronunciata sulla delicata questione del necessario bilanciamento tra libertà d'espressione, da una parte, e tutela della vita privata e familiare, dall'altra, in tutte le ipotesi in cui titolare del diritto alla protezione della vita privata che si assume leso sia un personaggio noto.

Detta sentenza è stata resa a seguito del ricorso, effettuato ai sensi dell'art. 8 Conv. eur. dir. uomo da una cantante messicana, nota con il nome di Paulina Rubio, per non aver ricevuto giusta tutela dagli organi giurisdizionali spagnoli, chiamati a pronunciarsi, nel 2005, sulla legittimità delle dichiarazioni rese, senza il suo consenso, dall'ex manager della cantante durante tre trasmissioni televisive - dichiarazioni ritenute lesive a suo dire del suo diritto all'onore e al rispetto della vita privata e che i giudici spagnoli avevano, invece, ritenuto legittime in virtù della tutela della libertà d'espressione.

Le dichiarazioni in questione avevano ad oggetto, in particolare, informazioni riguardanti aspetti della vita privata della cantante, quali la sua presunta omosessualità o bisessualità, il suo rapporto turbolento con l'ex compagno (anch'egli personaggio conosciuto al pubblico spagnolo) e il ruolo che la stessa avrebbe avuto nell'indurre quest'ultimo al consumo di droghe.

Le corti spagnole, in primo e in secondo grado, avevano rigettato la domanda della cantante relativa alla protezione della sua vita privata ritenendo che le informazioni relative ai gusti sessuali della stessa fossero già a conoscenza del pubblico (e, dunque, non fossero più appartenenti alla sfera della sua vita privata) e che le dichiarazioni relative al consumo di stupefacenti da parte dell'ex compagno della stessa sarebbero state, semmai, pregiudizievoli dei diritti di quest'ultimo e non dei suoi, posto che la loro relazione era, anch'essa,

in ogni caso, già di pubblico dominio. Le stesse corti interne si erano, inoltre, pronunciate con riferimento alla presunta violazione del diritto all'onore della cantante, ritenendo che nella specie tale violazione non fosse stata integrata dal momento che le allusioni all'orientamento sessuale degli individui non possono essere più, al giorno d'oggi, considerate come «disonorevoli».

La Corte eur. dir. uomo - adita a seguito di dichiarazione da parte del Tribunale Supremo spagnolo di irricevibilità del ricorso in cassazione - ha esaminato tale vicenda, giungendo a constatare la violazione da parte dello Stato spagnolo del proprio obbligo (anche positivo) di protezione della vita privata degli individui, per non essersi, lo stesso, attivato al fine di garantire un bilanciamento circostanziato tra diritto alla protezione della vita privata e libertà d'espressione. La Corte, in particolare, pur riconoscendo un certo margine di apprezzamento in capo a ciascuno Stato aderente alla Convenzione in merito all'applicazione, tramite leggi interne e pronunce dei giudici nazionali, dei principi in essa cristallizzati, ha ribadito il suo ruolo di controllo nei confronti delle autonomie statali perché il potere di applicazione discrezionale riconosciuto agli stati non si traduca in mero libero arbitrio.

Dopo aver adottato per lungo tempo una posizione dichiaratamente favorevole alla libertà d'espressione, sembra, adesso, che la Corte ne voglia meglio definire, con questa sentenza, i limiti e i confini.

II. Le questioni

1. *La funzione sociale della libertà d'espressione e della tutela della vita privata "in una società democratica".*

Quello che, ad un primo sguardo, può sembrare un conflitto tra interesse meramente del singolo alla protezione della propria vita privata e interesse, più am-

* Contributo pubblicato in base a *referee*.

pio, della collettività alla libertà d'espressione, risulta in realtà - ad un'analisi più attenta - un conflitto tra interessi di esattamente uguale portata: i due diritti sottesi all'art. 8 e all'art. 10 della Conv. eur. dir. uomo svolgono, infatti, entrambi l'importantissima funzione sociale di «sentinelle della democrazia».

Se da una parte, la libertà d'espressione è garanzia di pluralismo, nonché strumento di formazione di un'opinione pubblica consapevole, il diritto alla protezione della vita privata, dall'altra, è - e deve essere inteso - non solo come strumento a tutela del singolo individuo, ma anche come strumento di controllo e di riequilibrio del potere sociale, poiché promuove la tutela dell'identità personale e, dunque, in definitiva, anche l'uguaglianza degli individui (RODOTÀ, *La privacy*, 24-28, *infra*, sez. IV).

È bene innanzitutto premettere che, ai sensi dell'art. 10 della Convenzione, per «libertà d'espressione» deve intendersi sia la libertà d'opinione, sia la libertà di informazione: il riferimento non è solo, dunque, alla libertà d'espressione in senso stretto, ma anche alla libertà di *comunicare* informazioni o idee e di *riceverle* (RESTA, *Dignità, persone, mercati*, 224 e 229, *infra*, sez. IV; per una panoramica generale sulla libertà d'espressione nel sistema delle Carte europee dei diritti, si veda OROFINO, 1-70, *infra*, sez. IV).

Come si diceva, storicamente confliggente con questa libertà è proprio, per la sua stessa natura, il diritto alla protezione della vita privata e familiare. In mancanza di un'esplicita definizione normativa, il compito di riempire di significato il concetto di «vita privata» di cui all'art. 8 Conv. eur. dir. uomo è spettato proprio alla Corte europea dei diritti dell'uomo (PUTATURO DONATI, 4, *infra*, sez. IV), la quale, per il tramite di tale complessa e lunga operazione ermeneutica, è arrivata a ricondurre all'interno di questa fattispecie ipotesi concettualmente diverse rispetto a quelle per cui tale norma era stata formulata, ispirandosi al testo dell'art. 12 della Dichiarazione universale dei diritti dell'uomo (COZZI, 2-4, *infra*, sez. IV).

Il diritto alla protezione della vita privata non si esaurisce nel c.d. *diritto di essere lasciato in pace* dai poteri pubblici, come veniva inteso originariamente in un'accezione che si potrebbe dire «verticale». Esso arriva oggi a ricomprendere, tra gli altri, il diritto a vedersi rappresentati in maniera fedele nel proprio contesto sociale di riferimento (tra le tante, si veda, CORTE EUR. DIR. UOMO, 16.12.1992, ric. 13710/88, *Niemietz v. Germany*, *infra*, sez. III), nonché il diritto alla c.d. autodeterminazione informativa: ossia, il diritto di poter *controllare le informazioni che circolano sul proprio conto* (di recente, la Corte ha fatto riferimento al concetto di autodeterminazione nelle scelte personali quale componente unitaria sottesa ai distinti diritti/profili della vita privata, v. CORTE EUR. DIR. UO-

MO, 29.4.2002, ric. 2346/02, *Pretty v. UK*, *infra*, sez. III).

Attraverso la protezione della vita privata, dunque, passa la tutela dell'identità personale di ciascun individuo. È proprio in questo senso che devono farsi rientrare tra le «ingerenze nella vita privata» ai sensi dell'art. 8 Conv. eur. dir. uomo anche le dichiarazioni rese dall'ex manager della cantante durante le tre trasmissioni televisive spagnole del caso in esame. A nulla vale, in questo senso, l'obiezione che esse esulerebbero dalla sfera strettamente intima dell'interessata in quanto costituirebbero un'interazione della stessa con terze persone. Esiste, infatti, come afferma la Corte, una zona di interazione tra l'individuo e i terzi, che, anche in un pubblico contesto, può afferire alla vita privata.

Questa sarebbe, anzi, proprio una *peculiarità* dei dati personali - «atomi» della più ampia categoria delle «informazioni» - rispetto agli altri diritti della personalità: il fatto di essere inevitabilmente «espressivi (...) di una relazione del soggetto con altri» (ZENO-ZENCOVICH, 7, *infra*, sez. IV).

Date queste premesse, delicata appare la valutazione del bilanciamento tra il diritto alla libertà d'espressione ed il diritto alla protezione della vita privata e personale e questo perché i due diritti meritano in astratto lo stesso rispetto. L'egual peso di queste due norme emerge persino dalla struttura speculare dei due articoli, nei quali alla *regola* delineata dal comma 1°, si aggiunge l'*eccezione* del comma 2°, giustificata in entrambi i casi da interessi da considerarsi prevalenti «in una società democratica». Ne deriva, dunque, che anche il margine di apprezzamento da riconoscere agli Stati nell'applicazione dei principi sottesi alle due disposizioni deve essere di eguale ampiezza.

2. Il bilanciamento degli interessi in gioco: scopo, promozione, essenzialità della notizia.

Il ragionamento della Corte nella sentenza in commento - lungi dal costituire «adesione ad una prospettiva unilateralmente centrata sul valore della libertà d'informazione» - conferma l'attenzione che la stessa Corte ha sempre prestato all'importanza di un bilanciamento *in concreto* degli interessi che vengono in rilievo e alla *diversificazione del livello di protezione di una notizia* in funzione dei peculiari aspetti del caso specifico (RESTA, 237).

Da almeno tre decenni, a seguito di numerose pronunce della Corte eur. dir. uomo e della Corte di giustizia dell'UE, la concezione *assoluta* dei diritti fondamentali si è via via ridimensionata, dando adito al c.d. fenomeno di «relativizzazione» degli stessi. «Per quanto assolute possano essere le proclamazioni dei diritti fondamentali in testi costituzionali o simili, l'applicazione concreta (...) dei diritti comporterà necessariamente l'esigenza di un loro temperamento, di

una loro armonizzazione, di un loro parziale sacrificio» (PINO, 7-10, *infra*, sez. IV). È stata unanimemente riconosciuta, cioè, come legittima la compressione reciproca tra i diritti fondamentali in virtù di un interesse superiore.

Il metro utilizzato dai giudici europei per procedere a tale bilanciamento è quello della proporzionalità tra mezzi adoperati e scopi perseguiti.

Il c.d. test di proporzionalità, elaborato dalla giurisprudenza e dalla dogmatica tedesca, e che si applica - seppur non esplicitamente previsto - anche alla Conv. eur. dir. uomo (GALLETTA, 743 ss., *infra*, sez. IV), si sviluppa in tre fasi logico-consequenziali, la prima delle quali si identifica in un test di «idoneità», a cui si aggiunge un test di «necessità», cui segue, a sua volta, un test di «proporzionalità in senso stretto» o di «ponderazione» (ALPA-RESTA, 588, *infra*, sez. IV). Fine ultimo è quello di operare un «giusto bilanciamento» tra i vari interessi in gioco, un temperamento che sia, perciò, ragionevole, prudente, equilibrato.

Per «idoneità» si intende l'effettiva attitudine del mezzo in concreto adoperato, a vantaggio di un interesse e a scapito di un altro, a realizzare lo scopo perseguito (scopo che, a sua volta, dovrà essere puntualmente individuato e valutato legittimo).

Per «necessità» si intende, invece, l'*infungibilità e l'indispensabilità* della misura adottata rispetto all'obiettivo specifico - valutazione che presuppone sia già stato superato con esito affermativo l'esame circa l'*idoneità* della stessa. Il test di necessità implica che la misura impugnata sia la meno invasiva nei confronti del bene concorrente.

La «ponderazione», invece, è lo strumento con cui si individua una certa *proporzione* (in senso stretto) o *equilibrio* tra sacrificio imposto e vantaggio ottenuto e attraverso cui i due diritti nei confronti dei quali è nata tale esigenza di temperamento, vengono, dunque, «soppesati» (ALEXY, 131-144, *infra*, sez. IV).

Il peso che il sacrificio ha nel caso concreto va valutato attraverso la comparazione del contenuto essenziale dei diritti in questione, concetto di cui, tra gli altri, fa menzione anche l'art. 52 della Carta di Nizza. Questa norma sancisce che le limitazioni ai diritti fondamentali debbano: 1) essere previste dalla legge; 2) rispettare il principio di proporzionalità; 3) salvaguardare il *contenuto essenziale* dei diritti (CASCIONE, 1040 ss., *infra*, sez. IV, in merito alla sentenza della pronuncia della Corte giust. UE in tema di *data retention*, CORTE GIUST. UE, 8.4.2014, cause riunite C-293 e C-594/12, *infra*, sez. III).

Il sistema dei limiti all'esercizio dei diritti fondamentali sanciti a livello europeo si presenta, così, come una sorta di *matrioska*: il primo aspetto che va analizzato, partendo (a) dalle circostanze concrete in cui si è verificata la compressione di un diritto fondamentale a vantaggio di un altro, è (b) la sussistenza di un fine

legittimo, rispetto al quale dovranno, poi, essere effettuati (c) gli esami di idoneità, necessità e ponderazione di cui al test di proporzionalità, il quale costituirà, a sua volta, (d) il parametro di valutazione della ragionevolezza della compressione operata e, dunque, del bilanciamento degli interessi in gioco, che non dovrà in ogni caso (e) intaccare il contenuto essenziale dei due diritti.

Nella realtà dei fatti, però, questo sistema (complesso solo da un punto di vista dialettico) si risolve in una serie di valutazioni molto spesso non circostanziate e confusionarie, che finiscono per vanificare gli sforzi fatti in tal senso dalla dottrina. È il caso, ad esempio, delle considerazioni rese in primo e in secondo grado dai giudici spagnoli del caso di specie, i quali si sono limitati a rigettare le richieste della cantante sulla base della mera valutazione che la sua notorietà inevitabilmente comprimesse il diritto alla protezione delle sue informazioni.

Ad un primo sguardo, pare quasi che anche nella pronuncia della Corte di Strasburgo, oggetto del presente commento, non possano essere distintamente individuabili i tre passaggi del test di proporzionalità, essendo essi «fusi in un giudizio cumulativo nel quale non si sa bene dove finisca un «gradino» e ne inizi un altro» (v. PINO, 15, che si è espresso in tal senso a proposito delle pronunce della Corte giust. UE).

La Corte, infatti, nella prima parte di detta sentenza si limita ad affermare che la compressione del diritto alla protezione alla vita privata o della libertà d'espressione debba essere considerata del tutto legittima, qualora essa risponda ad un *bisogno sociale imperativo*, sia *proporzionata* allo scopo perseguito e *i motivi* che l'hanno giustificata possano essere considerati *pertinenti e sufficienti*: non viene, dunque, menzionato nel suo ragionamento il criterio della *necessità*.

Quest'ultimo, però, si evince già dalla formulazione testuale degli articoli 8 e 10 Conv. eur. dir. uomo: in particolare, l'art. 8 della Convenzione ammette l'ingerenza dell'autorità pubblica nell'esercizio del diritto alla protezione della vita privata, purché essa sia prevista dalla legge e considerata *necessaria in una società democratica* per la protezione, tra gli altri, dei diritti e delle libertà altrui; nel comma 2° dell'art. 10 della Convenzione, viceversa, l'eccezione si configura nella possibilità di subordinare l'esercizio della libertà d'espressione a determinate restrizioni, condizioni o formalità, nonché ad eventuali sanzioni se previste dalla legge e, ancora una volta, *necessarie in una società democratica* «per la protezione della reputazione o dei diritti altrui, per impedire la divulgazione di informazioni riservate o per garantire l'autorità e l'imparzialità del potere giudiziario».

Con specifico riferimento al bilanciamento di questi due diritti, allora, deve procedersi ad una verifica circa l'*essenzialità dell'informazione* rispetto ad un dibattito di

interesse pubblico, *nonché la sua continenza*, da una parte, e l'eventuale pregiudizio che l'*ingerenza da parte di terzi* nella sfera intima di un soggetto apporterebbe alla *dignità* dello stesso (v. *infra*), dall'altra.

Perché la libertà d'espressione possa essere considerata prevalente rispetto alla protezione della vita privata, la divulgazione dell'informazione deve essere, infatti, intesa come indispensabile e infungibile rispetto a fini di interesse pubblico (necessità) e il contenuto, nonché le modalità di diffusione, non devono essere eccedenti rispetto allo scopo perseguito (proporzione).

Considerata uno dei criteri generali di valutazione dell'ampiezza della libertà di espressione rispetto alla tutela della *privacy* (RODOTÀ, voce "Riservatezza", *infra*, sez. IV), l'essenzialità dell'informazione è richiamata altresì nell'art. 6 del Codice italiano di deontologia dell'attività giornalistica, rubricato «Essenzialità delle informazioni», il quale, nel comma 1^o, recita: «La divulgazione di notizie di rilevante interesse pubblico o sociale non contrasta con il rispetto della sfera privata quando l'informazione, anche dettagliata, sia *indispensabile* in ragione dell'originalità del fatto o della relativa descrizione dei modi particolari incubi è avvenuto, nonché della qualificazione dei protagonisti».

La valutazione circa la proporzionalità (e liceità) di tali limitazioni non può essere fatta, dunque, aprioristicamente e, anzi, va parametrata alle *circostanze fattuali* del caso concreto.

3. La tutela della "persona umana" tra interesse pubblico e notorietà.

La ricerca di un punto d'equilibrio tra i due diritti in esame ha condotto la Corte europea nel corso degli anni ad elaborare una serie di criteri confluiti, poi, nelle sentenze *Von Hannover v. Germany* (n. 2) e *Axel Springer AG v. Germany*, e successivamente più volte richiamati, come, ad esempio, nel caso *Couderc and Hachette Filipacchi Associés v. France* (rispettivamente, CORTE EUR. DIR. UOMO, 7.2.2012, ric. 40660/08 and 60641/08; CORTE EUR. DIR. UOMO, 7.2.2014, ric. 39954/08; CORTE EUR. DIR. UOMO, 10.11.2015, ric. 40454/07, tutte *infra*, sez. III).

Essi sono: a) il contributo reso *ad un dibattito di interesse pubblico* dall'informazione diffusa in violazione al diritto alla vita privata; b) la *notorietà* della persona interessata e il *tipo* di attività dalla stessa svolta; c) il *comportamento tenuto in precedenza* dal soggetto in questione e il *grado di conoscenza* della notizia anteriore alla diffusione; d) i *metodi* seguiti per il conseguimento dell'informazione e la *veridicità* dalla stessa; e) il *contenuto*, la *forma* e le *conseguenze* della pubblicazione; f) la *gravità delle sanzioni* eventualmente irrogate nei confronti dei media che abbiano diffuso le informazioni.

Quanto al primo punto, la Corte eur. dir. uomo, più volte in passato investita della questione, ha ribadito

anche nella sentenza in commento che l'*interesse generale* non può essere *ridotto* alla mera soddisfazione dei gusti e della curiosità dei lettori/degli spettatori per il sensazionalismo giornalistico, non potendosi configurare una esatta corrispondenza tra *interesse pubblico* ed «*interessante per il pubblico*» (MANTELETO, 725, *infra*, sez. IV).

Perché possa parlarsi di *interesse pubblico* alla conoscenza di una notizia, lo scopo della sua divulgazione deve essere informativo e non meramente economico (MANTELETO, 725): l'informazione diffusa deve essere idonea ad apportare uno specifico «contributo su temi di interesse generale» ed essere veicolo per la formazione di un'opinione pubblica consapevole (RESTA, 225).

Strettamente collegata a questo primo punto è la valutazione circa il grado di notorietà della persona interessata, circostanza che certamente implica un certo sacrificio del potere di controllo di quest'ultima sulle informazioni che la riguardano (in questo senso si sono pronunciate, tra le tante, la sentenza *Von Hannover v. Germany* n. 2 e la prima sentenza del caso *Couderc et Hachette Filipacchi v. France*).

La compressione, però, in capo ad un personaggio noto delle aspettative di tutela della propria sfera privata non può essere totale, né può riguardare tutte le tipologie di informazioni, quali che esse siano.

Il comma 2^o del già citato art. 6 del Codice deontologico italiano dei giornalisti, per esempio, non esclude la sussistenza di un diritto alla tutela della propria vita privata *anche* in capo alle «persone note o che esercitano funzioni pubbliche, qualora le notizie o i dati diffusi non abbiano alcun rilievo sul loro ruolo o sulla loro vita pubblica».

È necessario, perciò, operare un discrimine a seconda che il soggetto interessato sia investito o meno di *funzioni ufficiali*: se le vicende private oggetto di diffusione riguardano *personaggi politici* nell'esercizio della loro attività, i limiti della critica esercitabile nei loro confronti sono più ampi di quelli relativi ai semplici privati e questo in virtù della funzione della stampa di «cane da guardia» di ogni ordinamento democratico, la quale ha il compito di far conoscere e valutare all'interno di un contesto sociale le idee e gli orientamenti dei suoi dirigenti politici (CORTE EUR. DIR. UOMO, 26.4.1979, ric. 6538/74, *Sunday Times v. UK*; CORTE EUR. DIR. UOMO, 25.6.1992, ric. 13778/88, *Thorgeir Thorgeirson v. Iceland art. 10*, entrambe *infra*, sez. III).

I personaggi dello spettacolo, inserendosi in una posizione intermedia tra i semplici privati e i personaggi politici, potranno legittimamente vantare un'aspettativa alla protezione della vita privata minore rispetto ai primi, ma più elevata rispetto alle figure pubbliche (CORTE EUR. DIR. UOMO, 8.7.1986, ric. 9815/82, *Lingens v. Austria*, *infra*, sez. III), poiché maggiore è a monte, rispetto ad esse, l'ampiezza della loro sfera intima.

Neanche la circostanza del caso di specie, che le informazioni diffuse riguardassero non solo la vita della cantante ma le sue relazioni sociali e sentimentali con altri soggetti e, in particolare, la storia d'amore con il suo ex compagno, può escludere in automatico un potere di protezione della stessa contro i commenti resi nelle tre trasmissioni televisive (in tema di comunione e condivisione dei dati personali, si v. ZENO-ZENCOVICH, 1 ss.), in quanto il fatto che esse fossero già di dominio pubblico non può comportare un'automatica estensione dell'interesse pubblico sugli ulteriori dettagli diffusi nel corso delle tre trasmissioni televisive.

A ciò si aggiunga che il diritto alla protezione della vita privata contiene in sé uno zoccolo duro rappresentato dalle informazioni di natura sensibile, come quelle attinenti alla salute e alla sessualità, rispetto alle quali deve essere riconosciuto in capo a ciascun individuo - indipendentemente dalla qualifica dello stesso come figura pubblica o privata - un potere di controllo più incisivo. La *ratio* di questa tutela «speciale» sta nel rischio che la loro conoscenza possa provocare discriminazioni (sul punto, si v. RODOTÀ, *La privacy*): nei confronti dei dati sensibili, una qualsiasi ingerenza di soggetti terzi deve essere sempre considerata potenzialmente dannosa e lo sarà a maggior ragione se non corroborata, come nel caso di specie, dal consenso dell'interessato alla relativa diffusione.

La tutela della vita privata deve essere intesa come strumento di tutela della *personalità* di ciascun individuo: «la possibilità di mantenere un controllo integrale sulle proprie informazioni, infatti, contribuisce in maniera determinante a definire la posizione dell'individuo nella società» (RODOTÀ, voce «Riservatezza»).

Essa è, perciò, strettamente connessa, da una parte, alla tutela dell'onore e della reputazione (PACILEO, 3-6, *infra*, sez. IV), dall'altra, al concetto di dignità (RODOTÀ, *La privacy*).

Se la reputazione, intesa come proiezione sociale del concetto di onore, è espressamente menzionata nell'art. 10 Conv. eur. dir. uomo tra i limiti alla libertà d'espressione, la dignità è piuttosto un suo limite implicito (PUGIOTTO, 14 ss., *infra*, sez. IV).

La dignità infatti, racchiude in sé i concetti di intimità e di rispetto reciproco, elementi che richiamano entrambi alla mente senza troppa difficoltà il concetto di vita privata (RODOTÀ, *La privacy*).

Nel corso degli ultimi decenni, di pari passo con una sempre più pregnante esigenza di tutela della *persona umana* sotto il prisma dei diritti della personalità (RESTA, 3 ss.), il riferimento alla dignità ha assunto una rilevanza crescente nella maggior parte degli ordinamenti europei nazionali ed internazionali.

Di essa si fa menzione, per esempio, nel Preambolo e nell'art. 1 della Dichiarazione universale dei diritti dell'uomo del 1948, nell'art. 1 della stessa Conv. eur. dir. uomo, nella Convenzione del Consiglio d'Europa sui

diritti dell'uomo e la biomedicina o nella Dichiarazione universale sul genoma umano dell'Unesco.

Sono un ulteriore esempio in tal senso l'art. 2 del t.u. italiano sulla *privacy*, che vincola esplicitamente «il trattamento dei dati personali (...) (alla) dignità dell'interessato», nonché l'impostazione francese che, tramite un'operazione di tipo giurisprudenziale, ha via via riconosciuto come limite all'art. 9 del *code civil*, riguardante la *vie privée*, proprio l'art. 16 *code civil*, relativo alla tutela della *dignité de la personne humaine* (CASS. CIV. FRANCESE, 20.2.2001, n. 98-23471, *infra*, sez. III).

«Si può, dunque, concludere che la nozione di dignità costituisce ormai un riferimento universale, essenziale ed ineludibile, anche se da valutare sempre negli specifici contesti culturali» (RODOTÀ, *La privacy*).

4. Il ruolo di controllo della Corte eur. dir. uomo e il margine di apprezzamento degli stati.

Pur veicolato da tali criteri, il bilanciamento tra i due diritti in esame spetta, in ogni caso, in ultima istanza, alle autorità giurisdizionali nazionali.

In materie di particolare delicatezza, viene riconosciuto, infatti, in capo a ciascuno Stato aderente alla Conv. eur. dir. uomo, un certo margine di apprezzamento sull'applicazione delle norme cristallizzate nella stessa Convenzione: tale principio implica, in altre parole, il riconoscimento di uno spazio di autodeterminazione nel quale ognuno di essi è libero di scegliere le modalità e i mezzi con cui dare attuazione nel proprio ordinamento alle obbligazioni che sorgono dall'adesione alla Convenzione (COZZI, 12 ss.).

Tale principio, pur non essendo espressamente sancito dalla Convenzione, trova la sua *ratio* nella natura sussidiaria della tutela giurisdizionale garantita dalla Corte eur. dir. uomo: il singolo individuo che si ritiene leso in qualche suo diritto può agire innanzi alla Corte di Strasburgo solo dopo aver esperito i rimedi garantiti dalle autorità interne.

Il criterio del margine di apprezzamento si affianca, perciò, ai criteri ermeneutici classici di interpretazione della stessa, quali il criterio letterale, quello sistematico e quello teleologico, nonché ad altri criteri, frutto dell'elaborazione giurisprudenziale della stessa Corte di Strasburgo – quale quello dell'interpretazione evolutiva, quello della tecnica delle obbligazioni positive e dell'argomento comparativo: attraverso questi criteri, il diritto della Convenzione europea dei diritti dell'uomo si evolve, si modifica e si adatta alle specificità del caso concreto.

Il libero apprezzamento di ciascuno Stato non può, però, essere illimitato: se così fosse, verrebbe meno lo scopo stesso di armonizzazione tra le varie legislazioni interne di cui si fa carico la Corte, e prima ancora la Convenzione stessa.

L'ampiezza del margine di apprezzamento varia a seconda delle circostanze del caso concreto, della materia (e, dunque, della natura del diritto leso) e del contesto in cui la lesione del diritto è avvenuta (SUDRE, 37, *infra*, sez. IV): la discrezionale applicazione dell'art. 8 della Convenzione è dovuta, in particolare, alla struttura stessa della norma (regola-eccezione), alle condizioni culturali e sociali dello Stato su cui la norma impatta, nonché alla migliore capacità delle autorità locali di valutazione delle circostanze del caso in esame (le cui peculiarità possono essere correttamente valutate solo in virtù della vicinanza delle stesse alle questioni affrontate e al loro luogo di applicazione) (JACOT-GUILLARMOND, 49, *infra*, sez. IV).

Rispetto al margine di apprezzamento di ciascuno Stato, dunque, il ruolo della Corte di Strasburgo è quello di mero controllo: senza sostituirsi, infatti, alle autonomie statali nella valutazione di tali delicate questioni, la Corte controlla che l'apprezzamento dei singoli Stati non si trasformi in libero arbitrio e lo fa proprio attraverso il vaglio dei criteri elaborati nella sentenza *Von Hannover n. 2*.

A tal proposito, va sottolineato che – come ribadito dalla stessa nella sentenza in esame – sia l'art. 8, sia l'art. 10 della Conv. eur. dir. uomo presuppongono, in capo a ciascuno Stato, non solo obblighi negativi – come nell'originaria accezione delle due norme – ma anche obblighi positivi, consistenti nell'adozioni di misure atte a garantire il rispetto effettivo di entrambi i diritti ad essi sottesi.

Seguendo il ragionamento della sentenza in commento, cuore dell'obbligo positivo spettante allo Stato ai sensi dell'art. 8 si identifica nella ricerca del giusto equilibrio tra i due interessi sottostanti.

Alla luce di ciò, la violazione da parte dello Stato spagnolo del suo obbligo di protezione della vita privata degli individui, sarebbe consistita, non tanto nelle conclusioni a cui le corti spagnole sono arrivate, quanto nel carente percorso motivazionale dalle stesse seguito: esse hanno mancato, in altre parole, secondo la Corte, di eseguire una valutazione circostanziata dei fatti di causa e hanno invece respinto le domande della cantante sulla base di una motivazione troppo «frettolosa» e riduttiva, senza valutare – tramite appunto i criteri menzionati – se la violazione della sua vita privata avesse rispettato o meno i canoni di proporzionalità e necessità rispetto ai fini perseguiti e, dunque, di pertinenza dei mezzi utilizzati.

III. I precedenti

1. *La funzione sociale della libertà d'espressione e della tutela della vita privata "in una società democratica"*.

La Corte eur. dir. uomo si è occupata in varie occasioni della questione relativa al bilanciamento tra li-

bertà d'espressione e diritto alla vita privata degli individui. Alcune pronunce, tra le altre, che hanno riconosciuto una prevalenza della libertà d'espressione sono: CORTE EUR. DIR. UOMO, 26.4.1979, ric. 6538/74, *Sunday Times v. UK*; CORTE EUR. DIR. UOMO, 8.7.1986, ric. 9815/82, *Lingens v. Austria*. Per quanto riguarda la libertà d'espressione relativa a notizie riguardanti persone note, si veda CORTE EUR. DIR. UOMO, 25.6.1992, ric. 13778/88, *Thorgeir Thorgeirson v. Iceland art. 10*; CORTE EUR. DIR. UOMO, 24.9.2004, ric. 59320/00, *Von Hannover v. Germany (n. 1)*. In tema di interpretazione evolutiva del concetto di vita privata si veda CORTE EUR. DIR. UOMO, 16.12.1992, ric. 13710/88, *Niemietz v. Germany*; CORTE EUR. DIR. UOMO, 29.4.2002, ric. 2346/02, *Pretty v. UK*; CORTE EUR. DIR. UOMO, 3.6.2014, ric. 10280/12, *Lopez Guiò v. Slovakia*. Tutte le pronunce della Corte di Strasburgo, qui ed oltre citate, sono reperibili sul sito www.echr.coe.int.

2. *Il bilanciamento degli interessi in gioco: scopo, promozione, essenzialità della notizia*.

Un esempio circa il ragionamento affrontato dalla Corte giust. UE in tema di *proporzionalità dei mezzi rispetto agli scopi*, si veda CORTE GIUST. UE, 8.4.2014, cause riunite C-293 e C-594/12, reperibile sul sito www.curia.europa.eu.

3. *La tutela della "persona umana" tra interesse pubblico e notorietà*.

Tra le tante pronunce da cui si evince il «decalogo» dei criteri da seguire per operare un corretto bilanciamento tra art. 8 e 10 della Conv. eur. dir. uomo, si veda CORTE EUR. DIR. UOMO, 7.2.2012, ric. 40660/08 e ric. 60641/08, *Von Hannover v. Germany (n. 2)*; CORTE EUR. DIR. UOMO, 7.2.2014, ric. 39954/08, *Axel Springer AG v. Germany*; CORTE EUR. DIR. UOMO, 10.11.2015, ric. 40454/07, *Couderc and Hachette Filipacchi Associés v. France*. In tema di *dignità e privacy* così come delineato in Francia, v. CASS. CIV. FRANCESE, 20.2.2001, n. 98-23471, reperibile all'indirizzo: <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriJudi.do?idTexte=JURITEXT000007043292>.

4. *Il ruolo di controllo della Corte eur. dir. uomo e il margine di apprezzamento degli stati*.

Tra le pronunce relative alla questione del *margine di apprezzamento* e del ruolo di controllo della Corte eur. dir. uomo si segnalano, senza pretesa di esaustività e a mero titolo di esempio, CORTE EUR. DIR. UOMO, 21.9.2010, ric. 34147/06, *Polanco Torres et Movilla Polanco v. Spain*; CORTE EUR. DIR. UOMO, ric. 28955/06, ric. 28957/06, ric. 28959/06 e ric. 28964/06, § 57, *Palomo Sánchez et autres v. Spain*; nonché le già citate

CORTE EUR. DIR. UOMO, 10.11.2015, ric. 40454/07, *Couderc and Hachette Filipacchi Associés v. France*, cit.; CORTE EUR. DIR. UOMO, 7.2.2012, ric. 40660/08 e ric. 60641/08, *Von Hannover v. Germany* (n. 2), cit.

IV. La dottrina

1. La funzione sociale della libertà d'espressione e della tutela della vita privata "in una società democratica".

In tema di libertà d'espressione e di stampa, si veda RESTA, *Dignità, persone, mercati*, Giappichelli, 2014, 153-171, 223 ss.; e, con riferimento alla libertà d'espressione alla luce dei principi della Conv. eur. dir. uomo, OROFINO, *La libertà di espressione tra Costituzione e Carte europee dei diritti. Il dinamismo dei diritti in una società in continua trasformazione*, Giappichelli, 2014. Con riferimento al diritto alla riservatezza, nella sua evoluzione storica in Italia, ALPA-RESTA, *Le persone e la famiglia. Vol. 1: Le persone fisiche e i diritti della personalità*, nel *Trattato di diritto civile*, diretto da SACCO, Utet, 2006, 494-505, 527-545; nonché, con riferimento alla correlata evoluzione del diritto alla protezione della vita privata, anche alla luce del diritto comunitario, RESTA, *Dignità, persone, mercati*, cit., 323 ss.; PUTATURO DONATI, *Il diritto al rispetto della «vita privata e familiare» di cui all'art. 8 della CEDU, nell'interpretazione della Corte Edu: il rilievo del detto principio sul piano del diritto internazionale e su quello del diritto interno*, disponibile on-line all'indirizzo www.europeanrights.eu/public/commenti/Commento_Putaturo.pdf, 2015, 4; RODOTÀ, *La privacy tra individuo e collettività*, in *Pol. dir.*, 1974, 24-28; in tema di comunione dei dati personali e di condivisione di informazioni, ZENO-ZENCOVICH, *La «comunione» di dati personali. Un contributo al sistema dei diritti della personalità*, in *Dir. inf.*, 2009, 1, 1 ss.

2. Il bilanciamento degli interessi in gioco: scopo, promozione, essenzialità della notizia.

Per una panoramica generale sul concetto di riservatezza e privacy, RODOTÀ, voce "Riservatezza", in *Enc. it. Treccani, App.*, VI, 2000, consultabile anche online all'indirizzo http://www.treccani.it/enciclopedia/riservatezza_%28Enciclopedia-Italiana%29/; in tema di bilanciamento e test di proporzionalità, si veda PINO, *La «lotta per i diritti fondamentali» in Europa Integrazione europea, diritti fondamentali e ragionamento giuridico*, in *Identità, diritti, ragione pubblica in Europa*, a cura di TRUJILLO e VIOLA, Il Mulino, 2007, 109-141; GALETTA, *Il principio di proporzionalità nella Convenzione europea dei diritti*

dell'uomo, fra principio di necessità e dottrina del margine di apprezzamento statale: riflessioni generali su contenuti e rilevanza effettiva del principio, in *Riv. it. dir. pubbl. com.*, 1999, 743 ss.; RESTA, *Dignità, persone, mercati*, cit., 225; ALEXY, *Diritti fondamentali, bilanciamento e razionalità*, in «*Ars Interpretandi*», 2002, 7, 131-144; in merito alla portata normativa dell'art. 52 della Carta di Nizza, CASCIONE, *I diritti fondamentali prevalgono sull'interesse alla sicurezza: la decisione data retention della Corte di giustizia e gli echi del datagate*, in questa *Rivista*, 2014, I, 1044 ss.

3. La tutela della "persona umana" tra interesse pubblico e notorietà.

Sulla nozione di interesse pubblico MANTELERO, *Foto di gruppo con signora: riserbo del minore ed utilità sociale dell'informazione*, in questa *Rivista*, 2007, 725; sotto il profilo della diffamazione e dei diritti all'onore e alla reputazione, PACILEO, *Contro la decriminalizzazione della diffamazione a mezzo stampa. Note a margine del "Caso Sallusti"*, in *Dir. pen. cont.*, 2013, 3-6, 8; PUGIOTTO, *Le parole sono pietre?*, *ivi*, 2013, 14 ss.; in tema di correlazione tra privacy e dignità, RODOTÀ, *Privacy, libertà, dignità*, 26ma Conferenza internazionale sulla privacy e sulla protezione dei dati, 14-16.9.2004 consultabile online all'indirizzo <https://www.privacy.it/rodo20040916.html>; in tema di correlazione tra comunione di dati personali e regime di protezione, ZENO-ZENCOVICH, *La «comunione» di dati personali. Un contributo al sistema dei diritti della personalità*, cit., 1 ss.

4. Il ruolo di controllo della Corte eur. dir. uomo e il margine di apprezzamento degli stati.

Sui criteri di interpretazione delle norme della Convenzione adoperati dalla Corte di Strasburgo e il margine di apprezzamento dei singoli Stati, si vedano: COZZI, *Il diritto al rispetto della vita privata e familiare nel diritto europeo*, disponibile on-line all'indirizzo annali.unife.it/iuss/article/download/323/276, 2004-2006, 1-103; SUDRE-PETTITI-TRECHSEL, *L'interprétation de la Convention européenne des droits de l'homme*, Bruylant, 37, 2000; JACOT-GUILLARMOD, *Règles, méthodes et principes d'interprétation dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme*, in PETTITI-DECAUX-IMBERT (sous la direction), *La Convention européenne des droits de l'homme. Commentaire article par article*, Puf, 1995, 37-63, 49.